

Document de consultation publique (PRD 2511/1) du 26 janvier 2023



Aan consult.2511
CC

Beantwoorden Allen beantwoorden Doorsturen

do 9/02/2023 21:03

Mevrouw Joos,
Monsieur Gerkens,

Nous avons bien pris connaissance de votre document de consultation (2511) du 26 janvier 2023 sur le projet de décision sur le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs du prélèvement instauré dans le cadre du plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité.

A la lecture de celui-ci ainsi que de la « loi électricité », nous souhaiterions avoir la confirmation que notre compréhension du projet de décision, en particulier le volet lié l'exonération pour les Communautés d'Énergie Renouvelable, est bien correcte et que nous répondons bien, avec nos coopératives de production d'énergie renouvelable, locale et citoyenne, à cette exonération.

Le cadre légal relatif aux communautés d'énergie (au sens fédéral) est intégré dans la « loi électricité ». L'article 2,106° définit une "communauté énergétique citoyenne" : une personne morale qui :

- a) repose sur une participation ouverte et volontaire, et qui est effectivement contrôlée par des membres ou des actionnaires qui sont des personnes physiques, des autorités locales, y compris des communes, des institutions d'enseignement, des associations, d'autres communautés d'énergie ou des petites et moyennes entreprises,
- b) dont le principal objectif est de proposer des avantages communautaires environnementaux, économiques ou sociaux à ses membres ou actionnaires ou aux zones locales où elle exerce ses activités, plutôt que de générer des profits financiers, et
- c) peut prendre part à la production, y compris à partir de sources renouvelables, à la distribution, à la fourniture, à la consommation, à l'agrégation, et au stockage d'énergie, ou fournir des services liés à l'efficacité énergétique, des services de recharge pour les véhicules électriques ou d'autres services énergétiques à ses membres ou actionnaires;

L'article 2, 107° définit lui une « communauté d'énergie renouvelable » à savoir : une communauté énergétique citoyenne :

- a) qui repose sur une participation ouverte et volontaire, qui est autonome et mène ses activités en Belgique,
- b) dont les actionnaires ou les membres sont des personnes physiques, des autorités locales, y compris des communes, les institutions d'enseignement, les associations, d'autres communautés d'énergie, ou des petites ou moyennes entreprises à condition que leur participation ne constitue pas leur principale activité commerciale ou professionnelle,
- c) dont le principal objectif est de fournir des avantages environnementaux, économiques ou sociaux à ses actionnaires ou à ses membres, plutôt que de générer des profits,
- d) où la communauté d'énergie citoyenne détient des parts dans une personne morale qui possède des projets d'énergie renouvelable développés pour cette personne morale,
- e) où la production d'énergie, l'autoconsommation, le stockage, la vente et le partage de l'énergie ne concernent que l'énergie provenant de sources renouvelables,
- f) qui ont leurs activités exclusivement dans la mer territoriale et la zone économique exclusive

L' article 19quinquies reprend les activités et obligations liées aux communautés d'énergie :

"Art. 19quinquies. § 1er. Sans préjudice des prescriptions techniques imposées par les autorités compétentes et de la compétence des Régions, visée à l'article 6, § 1er, VII, premier alinéa, a) et deuxième alinéa, d), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, une communauté énergétique citoyenne propriétaire d'une ou plusieurs installations de stockage d'énergie a le droit, en ce qui concerne ces installations de stockage, de ne pas être soumise à aucune redevance en double, y compris les tarifs de transport, pour l'électricité stockée qui reste dans ses locaux ou lorsqu'elle fournit des services de flexibilité au gestionnaire de réseau et, en ce qui concerne ces installations de stockage, n'est pas soumis à des exigences concernant des autorisations, telles que visées à l'article 4, ou à des redevances disproportionnées relevant de la compétence du gouvernement fédéral.

Chaque communauté énergétique citoyenne est financièrement responsable des déséquilibres qu'elle provoque sur le réseau de transport. La responsabilité est garantie pour l'équilibre de ses activités ou en déléguant cette responsabilité à une personne responsable de cet équilibre.

Le Roi peut déterminer des règles supplémentaires concernant l'exécution de ce paragraphe.

§ 2 Sans préjudice des prescriptions techniques imposées par les autorités compétentes, chaque communauté d'énergie renouvelable a le droit d'exercer une ou plusieurs des activités suivantes :

- 1° produire de l'énergie à partir d'une installation dont la communauté d'énergie est l'un des propriétaires ou dispose des droits d'utilisation;
- 2° autoconsommer l'énergie visée au point 1° ;
- 3° stocker de l'énergie au moyen de facilités de stockages;
- 4° offrir des services d'énergie ou y participer;
- 5° intervenir comme fournisseur de flexibilité ou d'agrégation ou participant à la flexibilité ou l'agrégation;
- 6° vendre l'énergie, visée au point 1°, également avec un accord d'achat d'électricité au réseau de transport;

Le Roi peut établir des règles supplémentaires concernant les conditions de reconnaissance et de participation aux communautés d'énergie renouvelable.

Une communauté d'énergie renouvelable a le droit d'exercer les activités, visées à l'alinéa 1er, sans être soumise à des exigences techniques disproportionnées ou discriminatoires, ou à des exigences administratives, à des procédures et à des redevances qui ne reflètent pas les coûts.

§ 3. Toute clause contractuelle dans un contrat de fourniture ou un autre contrat entre une communauté énergétique citoyenne et une entreprise d'électricité, ou tout paiement ou sanction abusifs dans le cadre d'un tel contrat qui portent atteinte au droit de la communauté énergétique citoyenne d'acheter ou de vendre des services de flexibilité ou des services d'électricité autres que la fourniture et de conclure un contrat avec un opérateur de flexibilité, ou qui portent atteinte aux droits de la communauté énergétique citoyenne mentionnés au § 1er, est nulle.

COCITER répond selon nous à la définition d'une COMMUNAUTE ENERGETIQUE CITOYENNE (pour être complet, seul le non-respect de la condition f) ne permet pas à COCITER d'être reconnue comme Communauté d'énergie renouvelable, les autres conditions étant elles selon nous pleinement remplies).

COCITER est constitué de coopératives actives dans la production d'énergie renouvelable permettant ensemble de réaliser un schéma de **fonctionnement en circuit-court** de l'énergie renouvelable. A noter que dans certains cas, l'unité de production est la propriété d'un SPV dont le contrôle est dans les mains d'une (ou de plusieurs) coopératives citoyennes. COCITER achète une partie de la production des coopératives productrices d'énergie renouvelable, les différents coopérateurs des quinze coopératives peuvent souscrire un contrat de fourniture d'électricité verte et locale auprès de COCITER. Ils rachètent alors l'électricité renouvelable produite par les installations de production dont ils sont coopérateurs (ils sont propriétaires et donc directement bénéficiaires). COCITER achète la production (non équilibrée) d'énergie, qu'elle équilibre via son BRP et fournit (et revend) aux coopérateurs des coopératives de production d'énergie renouvelable une électricité équilibrée.

Les coopératives de production sont ouvertes à tous et chaque citoyen peut donc devenir à la fois co-producteur et consommateur de son électricité et entrer dans le circuit court d'une électricité citoyenne et renouvelable. Ils deviennent des « consom'acteurs » attendu qu'ils ont la possibilité de participer aux décisions prises dans leur coopérative et, à travers elle, aux orientations de COCITER.

Lors de l'envolée des prix de l'énergie, COCITER a décidé de deux choses (notamment), avec le plein concours des coopératives productrices d'énergie attendu que les membres du Conseil d'Administration de COCITER sont tous représentant d'une coopérative productrice d'énergie renouvelable – COCITER est donc pleinement dans les mains des quinze coopératives de production d'énergie renouvelable :

- Pour certaines unités de production, les prix d'achat de l'énergie par COCITER aux coopératives a été capé à 100€/MWh HTVA en 2022
- Pour les contrats d'électricité à prix variable (COCITER ne propose plus de carte tarifaire à prix fixe depuis novembre 2021), les prix de l'énergie fournie ont été plafonnés à partir du 1^{er} juillet 2022.

Dès lors, les citoyens coopérateurs bénéficient d'une électricité renouvelable, locale et citoyenne à prix plafonné. Ceci n'est possible que parce que le prix d'achat d'une partie de la production a été limité à un prix maximum. Par ailleurs, ce modèle a permis de pérenniser COCITER en tant que fournisseur coopératif d'électricité renouvelable et de fournir des services de meilleure qualité à nos clients et coopérateurs.

Afin de répondre à notre volonté de circuit court, notre portefeuille de clients coopérateurs bénéficiant de cette électricité à prix plafonné a été limité à la production d'électricité des installations de production à prix capé.

Les membres de nos coopératives de production d'énergie renouvelable captent directement à deux niveaux les marges liées aux prix élevés de l'énergie : en bénéficiant, via son fournisseur coopératif COCITER d'une électricité à prix juste et avantageux (le prix de l'électricité fournie ne peut dépasser un certain montant plafonné) et via sa coopérative de production d'énergie (via la possibilité de réinvestir le revenu complémentaire et également l'augmentation éventuelle des dividendes, dans une limite de 6%). Cette redistribution au consommateur final est in fine l'objectif du règlement européen et nous estimons que nous, COCITER et les quinze COOPERATIVES productrices d'énergie locale et renouvelable, répondons à fois à ce règlement européen et à la définition de communauté d'énergie citoyenne. Il est à noter qu'une partie de la production d'énergie par les coopératives et vendue à COCITER ne souscrit pas aux contrats d'achat capé et font l'objet de dispositions contractuelles autres.

Nous souhaiterions dès lors avoir la confirmation que notre lecture du projet de décision est bien correcte et que :

- 1) Les installations de production d'énergie renouvelable de nos coopératives et dont le prix de l'énergie revendue à COCITER a été capé à 100€/MWh répondent bien à l'exonération de prélèvement au vu du fonctionnement de COCITER et de ses coopératives de production d'énergie renouvelable en tant que Communautés d'Energie Citoyenne et au vu de la limitation du prix de revente
- 2) Les installations de production d'énergie renouvelable de nos coopératives et dont le prix de l'énergie revendue à COCITER n'a pas été capé à 100€/MWh répondent bien à l'exonération de prélèvement au vu du fonctionnement de COCITER et de ses coopératives de production d'énergie renouvelable en tant que Communautés d'Energie Citoyenne

Pour rappel, que l'on soit dans le cas 1) ou 2), les clients de COCITER bénéficient d'une énergie à prix plafonnés et les productions d'énergie renouvelables vendues par COCITER permettent, dans un cas comme dans l'autre, de participer à la stabilité de COCITER comme fournisseur coopératif d'énergie renouvelable locale en équilibrant les volumes de production et de consommation. Ceci a permis de réduire notre dépendance vis-à-vis du marché de gros très exigeant en termes de garanties.

Nous restons pleinement à votre disposition pour répondre à vos questions et à vos demandes de précisions.

Il nous importe de pouvoir aider nos coopératives afin de répondre au mieux à la mise en œuvre de l'article 22ter, §1 et §2 de la loi électricité de la loi du 29 avril 1999.

Je vous remercie d'avance pour votre réponse.

Bien à vous,

Rémi Lepape – directeur financier et administratif de COCITER

